



Une pierre tombale pour le Portugal...

Par [Gabriel Puricelli](#)

Mondialisation.ca, 07 août 2012

[Página 12](#) 7 août 2012

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

N'importe qui, étant arrivé hier à Lisbonne et ayant vu les unes des quotidiens dans les kiosques pourrait se sentir transporté vers l'Argentine de 1990 ou sentir qu'il n'est pas sorti de Rome, où les informations sont semblables, mais écrites dans une langue différente.

Le Portugal a mis en application un nouveau « Code du Travail » qui consacre le sacro-saint principe de la flexibilisation et enterre les conquêtes sociales du mouvement ouvrier avec la fervente conviction de qu'en le faisant cela va chasser les mauvais esprits de la crise économique. Et cela, malgré l'opposition déterminée des organisations syndicales, fait en commun avec des mesures récentes du gouvernement italien. Il est difficile de comprendre les actions du gouvernement conservateur du Premier ministre Pierre Passos Coelho sans les attribuer à une conviction religieuse. C'est-à-dire : comment est-il possible d'établir une relation de cause à effet entre la crise de l'économie portugaise, qui tire ses origines dans l'insoutenable niveau d'endettement de l'État, et le niveau de protection des droits des travailleurs ? Où est l'évidence selon laquelle des mesures de ce type seront la sortie pour une crise ayant ces caractéristiques dans n'importe quel autre lieu du monde ?

Il serait simple de se limiter à caractériser les mesures par les effets impossibles qui en découlent, mais cela serait omettre tout ce que ces mêmes mesures impliquent tant elles renoncent à l'imagination politique et au débat démocratique de la citoyenneté. Parce que la recette administrée au peuple portugais fut définie par la *troika* composée par le *Fonds monétaire international*, la *Banque Centrale Européenne* et la *Commission Européenne* c'est-à-dire par une technobureaucratie qui se conçoit elle-même comme porteuse d'une connaissance scientifique de la réalité économique qui se soustrait au jugement de la citoyenneté. Ses décisions sont adoptées sans aucune réflexion et sous la légitimation d'un discours politique de l'urgence sous des gouvernements, peu importe sa tendance, comme nous le voyons justement dans le cas du Portugal.

La nouvelle norme fut mise en application deux semaines après que la mentionnée *troika* ait donné l'autorisation de déblocage de quatre milliards d'euros de prêt pour l'éviter au Portugal d'avoir à se financer sur les marchés en payant des taux d'intérêt aussi exorbitants que le risque pays que lui assignent les agences de notation privées. C'est la cinquième tranche d'un paquet de 78 000 millions d'euros accordé au gouvernement socialiste de l'époque de José Sócrates en mai 2011. Le pessimisme qui a suivi l'adoption de cet accord a compté à parts égales avec la douleur concrète que causait déjà la crise à ce moment, pour faire perdre les élections au Parti socialiste. Néanmoins si l'élection a formellement consacré l'alternance et a laissé passer une administration conservatrice, la politique économique n'a pas subi de changement, et a continué à être définie par la *troika*. C'est là que se situe tout le non-sens de la situation que vivent les pays de l'arc méditerranéen européen, condamnés

par Bruxelles et Francfort, sous le regard attentif de Berlin, à prendre le même remède, indépendamment du gouvernement qu'ils choisissent.

Le secrétaire général de la *Confédération Générale des Travailleurs Portugais*, Arménio Carlos, a annoncé des mesures de lutte pour éviter que des politiques erronées finissent par augmenter encore plus le taux de chômage, qui a atteint, 15,4 %, son maximum historique et a qualifié le nouveau *Code de Travail* de « criminel ». L'assassinat n'est peut-être pas seulement celui des droits fondamentaux de ceux qui ont un travail, mais celui de la démocratie ainsi que celui du système qui permet de débattre librement et de se donner des politiques différentes selon la majorité qui décide. En tournant autour du point fixe d'une vérité technocratique non prouvée dans ce monde, le gouvernement portugais prépare les conditions pour que les vrais auteurs de la crise fassent de la société une *tabula rasa* sur laquelle ils puissent édifier les futurs schémas d'enrichissement d'une minorité, sûrement sous la forme d'une nouvelle bulle.

Gabriel Puricelli : Coordinateur du Programme de Politique internationale, Laboratoire des Politiques Publiques (<http://www.lpp-buenosaires.net>)

Article original en espagnol : [Página 12](#). Buenos Aires, le 2 août 2012.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 3 août 2012.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

La source originale de cet article est [Página 12](#)

Copyright © [Gabriel Puricelli](#), [Página 12](#), 2012

Articles Par : [Gabriel Puricelli](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca